

Daniel Bensaïd

Putsch à Moscou

Obscures lumières d'août

«L'infinité des situations, qui donc l'épuiserà ? L'événement où jeter les dés, qui donc l'apaisera ?

Confiez-vous à votre impératif. Détournez-vous de la puissance. Que le verdict vous indiffère et que jamais rien en vous ne consente.

À la nécessité.

Les satisfaits, qu'ils passent. Les craintifs, qu'ils prolifèrent. C'est notre singularité intacte qui a fait dans le monde ce grand trou où l'on plante, de siècle en siècle,

Le sémaphore du communisme.»

Alain Badiou, D'un désastre obscur

Qu'un événement, somme toute minuscule, puisse prendre la proportion d'une fracture et d'un basculement historique, résume bien le paradoxe ambigu de l'époque. À moins qu'il n'y ait erreur de perception et de perspective. Temps obscur en effet, où l'histoire se joue directement sur le mode dérisoire de la farce. Où trois journées des dupes se donnent des airs de révolution.

Précisons. Nous n'avons pas eu, face à la tentative de putsch du 19 août à Moscou, les états d'âme d'un Marchais. Encore moins les empresses d'un Mitterrand, décrétant, le soir même : «Donc, le coup a réussi ¹/... » Le putsch menaçait d'anéantir des libertés démocratiques encore fragiles. Ses promoteurs proclamaient sans détours vouloir poursuivre la libéralisation économique dans le maintien de

¹/ Intervention télévisée de Mitterrand, *Le Monde*, du 21 août 1991.

²/ Alain Badiou, *D'un désastre obscur*, L'Aube, 1991.

l'Union et de la discipline. Il fallait donc les condamner et soutenir tous ceux qui, en Union soviétique, se sont dressés contre les chars.

Mitterrand et Marchais ne l'ont pas fait. Le second par nostalgie de l'ordre ancien. Le premier, non par erreur de communication, mais parce qu'il était prêt à s'accommoder des engagements épistolaires de Ianaïev. Tant il est vrai que, dans le nouvel ordre mondial, l'ordre prime la démocratie. La main de Ianaïev ayant tremblé, il restait à saisir la poigne d'Eltsine et à repêcher Gorbatchev.

La défaite du putsch a mis fin au règne absolu du parti-État et accéléré la décomposition du régime. Elle encourage les aspirations démocratiques d'en bas. Des nations, longtemps captives de la « prison des peuples », profitent de l'occasion pour exercer leur droit à la souveraineté. La haine légitime de l'ancien régime jette bas les monuments affligeants de l'esthétique bureaucratique.

Il fallait que cet abcès qui empoisonne le siècle fût percé.

C'est fait.

Mais les réjouissances ont un étrange goût de cendre.

Eltsine gouverne par oukases et profite de la suspension du Parti communiste pour bannir toute activité politique dans les entreprises et l'armée. Des peuples longtemps humiliés prennent leur revanche sur le dos de leurs propres minorités : à chacun son sceptre d'Ottokar ! Le déboulonnage des cadavres de bronze sert aussi à écraser la mémoire, à confondre dans la même fosse commune de l'histoire victimes et bourreaux, à sceller l'amalgame entre les espérances libératrices d'Octobre 1917 et la réaction stalinienne. Lorsque les communards rejetaient le drapeau tricolore détourné par les Versaillais, ce n'était pas pour brandir l'étendard et les symboles des vieilles oppressions.

Une légende inversée reste une légende.

Diaboliser ce qui fut sacralisé, c'est encore du religieux.

Des décombres de l'ancien surgissent des promesses d'émancipation, mais aussi, d'un même mouvement, la multitude des démons refoulés. Sans doute est-ce le signe que la mascarade sénile du 19 août se joue encore davantage au niveau de l'État que de la rue. Si elle conjugue la maladresse des conjurés et le refus populaire, l'effondrement l'emporte encore sur le renversement.

D'où cet air de fête ratée. Cette atmosphère de bal maussade. Gris comme la dernière mise en scène d'un pouvoir exténué, où la vie, tout simplement la vie, fait mortellement défaut. Nous pouvons le regretter. Mais la triste vérité et la vérité triste sont bien là : « Ce ne sont pas des masses levées et solaires qui ont décidé de la fin de l'État-parti, de la fin de l'empire soviétique. La mise en règlement de ce pachyderme s'est faite par un dérèglement intérieur, à la fois concerté et sans perspective. L'affaire est restée à ce jour étatique. Nulle invention politique n'a scandé la circonstance Nulle invention politique ²/... »

Le philosophe apporte ici à la politique son renfort de lucidité. Le vieux colosse haï et redouté s'affaisse. L'ennemi de toujours s'abat comme un chêne arrogant. Et sa chute accélérée nous frustre d'une lutte finale si souvent rêvée, rendant enfin justice aux vieux révolutionnaires calomniés et réhabilitant aux yeux du monde l'idéal communiste originel.

Et nous voilà devant le théâtre d'ombres où s'agitent les silhouettes de Gorbatchev, d'Eltsine, de Ianaïev et consorts. Sachons au moins, ayons au moins la sagesse de comprendre que cela ne saurait constituer un Octobre à rebours, que cela ne fait pas un événement. Il n'y a dans les trois journées de Moscou ni le

souffle ni la mesure d'un tel retournement. « Il y a eu un événement polonais, entre les grèves de Gdansk et le coup d'État du Jaruzelski. Il y a eu l'esquisse d'un événement allemand, lors des manifestations de Leipzig. Il y a eu en Russie même, la tentative incertaine des mineurs de Vorkouta... Viennent ensuite Walesa, le pape, Helmut Kohl, Eltsine... Qui osera interpréter ces noms propres dans l'éclat ou l'éclair d'une proposition événementielle? »

Un événement introuvable, en effet.

Un non-événement, aux conséquences pourtant considérables, qui demande de quel événement antérieur considérable il peut être le tardif avortement ou le provisoire dénouement.

Le défi des cinq cents jours

Provisoire. Et incertain.

Dans l'opposition, Eltsine pouvait lancer le défi de la restauration du marché en cinq cents jours. Le voici à son tour au pied du mur. Aussitôt, les échéances s'étirent en longueur. Car le décor est plan, profonde la réalité.

L'économie soviétique part à la dérive, sans principe régulateur. Le plan bureaucratique ne fonctionne plus, le marché pas encore. La débâcle des putschistes accélère le processus. C'est l'heure trouble, entre chiens et loups, des petites magouilles et des grandes spéculations. C'est le moment propice des fortunes rapides, des pillages et des rapines. C'est le temps hors la loi des maffieux parvenus et des nomenclaturistes convertis.

L'accumulation primitive parasitaire s'achève dans une orgie médiocre, au pied du veau d'or de la marchandise. Cette bacchanale crépusculaire de la bureaucratie défunte ne fait pas encore le capitalisme. Le nouveau traité de l'Union annonce bien, en son article 8 : « Les États membres de l'Union économique reconnaissent que le développement de l'économie

a pour base la propriété privée et la liberté d'entreprendre. » De l'esprit du marché à la lettre, la distance est encore immense.

Privatiser, vendre, solder même ? Soit.

Mais à qui ? Il faut des capitaux. On estime que l'épargne disponible en URSS ne couvrirait que 20 % au maximum du patrimoine bradé. Et il faut des entrepreneurs. Un bureaucrate enrichi ne fait pas nécessairement un bon capitaliste. L'embourgeoisement est un long apprentissage, accorde l'économiste hongrois Janos Kornai.

Il reste, bien sûr, l'afflux possible des capitaux étrangers. Mitterrand a parlé à nouveau de plan Marshall. Il y a quelques années, le rapport Brandt annonçait déjà un plan Marshall pour le tiers-monde. Bilan ? Les analogies sont trompeuses. Le plan Marshall de l'après-guerre supposait le leadership politique et militaire américain ; il s'appuyait sur le règne du dollar consacré par les accords de Bretton Woods ; il s'adressait à des bourgeoisies européennes affaiblies mais réellement existantes.

Aujourd'hui ? La question de l'impérialisme hégémonique n'est pas réglée. Les États-Unis réaffirment leur suprématie militaire et diplomatique, sans pouvoir enrayer leur déclin économique et monétaire, et sans que le Japon ou l'Europe ne soient prêts à prendre la relève. Comment financer la dette américaine, investir juste ce qu'il faut dans le tiers-monde pour colmater les explosions, et se lancer dans le rachat à grande échelle des économies d'Europe orientale ? La puissance financière allemande est mobilisée par la digestion de l'Allemagne orientale. La réserve japonaise vient déjà combler le déficit américain, s'investir dans sa zone d'influence asiatique, et prendre pied en Europe occidentale dans la crainte de mesures protectionnistes après 1993...

Yavlinsky a parlé d'un besoin de 1 000 milliards de dollars en six ans pour l'Union soviétique (la dette publique américaine est à elle seule de 3 000 milliards et celle du tiers-monde de 1 300 milliards). Lors du sommet de Londres, une proposition française envisageait de racheter les créances soviétiques auprès de ses alliés débiteurs. Ce qui aurait le double avantage d'injecter des devises dans l'économie soviétique et de donner aux puissances impérialistes un moyen de pression supplémentaire sur Cuba, le Vietnam, et autres pays du tiers-monde ou d'Europe centrale. Montant de l'opération évalué à... 60 milliards. On est encore loin du compte. Rappelons pour mémoire que la dotation de la fameuse Banque européenne de reconstruction et de développement présidée par Attali est dotée de... 12 milliards de dollars. Une aumône.

Pour l'heure donc, le plan Marshall annoncé se réduit à l'ingénieuse proposition du triangle bovin, consistant à prêter aux Soviétiques de quoi acheter la viande polonaise ou tchèque. Devant le chaos économique et l'incertitude politique, certaines entreprises qui commerçaient avec l'URSS tendent même à se retirer, faute d'interlocuteurs stables et fiables. Il y a décidément loin de la coupe aux lèvres.

Le spectre de la tiers-mondialisation est déjà là. Comme pour le confirmer, l'ombre de Jeffrey Sachs, magicien du libéralisme et père abusif du miracle bolivien, hante déjà l'Europe orientale. Danger : comme on dit en Amérique latine, parmi les Chicago boys, c'est encore Al Capone qui a le moins de morts sur la conscience. Boutade à prendre au pied de la lettre.

Bref, il s'avère que le marché n'est pas si naturel que le prétendaient les libéraux. Il ne suffit pas de déréglementer pour que les cent fleurs du capital s'épanouissent. Le marché,

comme le plan, est une institution, avec ses lois, ses règles et ses contraintes. « Un marché n'est jamais un don de Dieu, mais une mise en œuvre de la liberté sous l'égide de l'État [...] ; un marché se construit [...] ^{3/}. » Et cette construction réclame encore beaucoup de sang, de sueur, et de larmes.

Les optimistes de la restauration à l'Est argumentent qu'il n'est pas besoin d'imaginer une transformation capitaliste de l'Union soviétique dans son ensemble. Dans l'immédiat, il suffirait de créer des poches capitalistes autour des grandes cités et de zones franches, jetant ainsi les bases d'un développement « en peau de léopard ». Après tout, le développement capitaliste dans le tiers-monde commence bien par des pôles d'accumulation et laisse de vastes contrées en jachère. L'URSS n'est justement pas un pays du tiers-monde, mais la seconde puissance industrielle. Le prolétariat urbain y est socialement majoritaire. Une implantation sélective du capital supposerait une désindustrialisation massive, l'expulsion par fournées de la force de travail, dans un pays où n'existe plus une économie rurale de subsistance.

Ce n'est pas inconcevable.

Mais c'est absolument inédit. Et nul ne peut prédire le coût et les effets sociaux qu'aurait une telle mutation. Dans le sens de soulèvements populaires, dont les grèves des mineurs ukrainiens, et, malgré leur ambiguïté, celle des mineurs roumains, ne sont que les prémises ; mais aussi dans le sens du pourrissement et du désespoir.

Balkanisation ?

La dynamique actuelle des questions nationales en fournit un indice.

^{3/} Alain Badiou, *ibid.*

Qu'il soit clair tout d'abord que l'union forcée n'est jamais une solution. Nous sommes donc pour le droit à la souveraineté et à l'indépendance de toutes les nations et minorités nationales opprimées ; contre toute entrave par la force à l'exercice de ce droit, que ce soit dans les pays Baltes, en Ukraine ou en Croatie. Il n'y aura pas de dépassement possible des ressentiments et des méfiances séculaires sans lutte pour le respect de ce droit.

Cela dit, l'indépendance ne saurait être le dernier mot de la question.

À la fin du XX^e siècle, sous le règne de l'impérialisme tardif et de la mondialisation de l'économie, de la communication, des échanges, la formation de la nation ne saurait jouer le même rôle qu'au siècle passé. Elle est prise désormais dans un double mouvement : d'insertion, par en haut dans un réseau d'interdépendances économiques et commerciales, par en bas de croisement et d'interpénétration des populations.

D'ores et déjà, les nations qui ont proclamé leur indépendance se retrouvent devant le problème du contenu et des modalités de cette indépendance. Tant du point de vue du fondement interne de la nation, que du point de vue de ses relations avec l'environnement géopolitique. La formation des États-nations pouvait revêtir un caractère progressiste dans la mesure où elle constituait des marchés plus vastes, dépassait les particularismes et l'esprit de clocher, brassait dans un même creuset des populations. L'heure est passée de l'homogénéisation de marchés nationaux et de la formation d'une unité nationale linguistique et scolaire. Faute de pouvoir trouver une légitimité ascendante exprimée par une bourgeoisie conquérante, les États-nations qui se dessinent aujourd'hui tendent à puiser dans le passé lointain une légitimité ethnique et exclu-

sive, « minérale » aurait dit Rosa Luxemburg. Qui dit indépendance dit nécessairement État ; qui dit État dit politique linguistique et scolaire, marché du travail, frontières. L'acharnement à chercher une forme de correspondance pure et « naturelle » entre État, nation et peuple, conduit inéluctablement à la guerre de tous contre tous, au débridement des chauvinismes les plus rances. D'autant que le contre-poids des solidarités de classe et des combats sans frontières fait cruellement défaut.

Le droit à la souveraineté nationale n'est donc que le premier mot de la situation. Il pose aussitôt la question de quelle souveraineté, de quelle union (du respect des droits de toutes les minorités dans un cadre plurinational), et de quelle stratégie, dans un monde où l'indépendance politique formelle, si importante soit-elle, reste souvent le masque d'une dépendance bien réelle envers les proconsuls du FMI ou du club des sept.

Le dilemme n'a de solution envisageable qu'à l'échelle et dans le cadre de l'Europe. Les bouleversements à l'Est nous dictent bel et bien de repenser l'Europe. Hier nous en étions, en Espagne, en Grèce, au Portugal, à refuser l'entrée dans l'Europe des marchandises et du capital. Ne devons-nous pas demain défendre au contraire le droit d'entrée des peuples qui le demandent, contre l'érection d'une nouvelle muraille de contentions des pauvres venus de l'Est ? Cela n'a de sens que dans la dimension d'une Europe des travailleurs et des peuples, de l'Atlantique à Vorkouta.

Le défi est bien de cette taille. Ce n'est pas seulement l'empire soviétique qui éclate. Ce sont toutes les coutures du monde de l'après-guerre qui craquent. L'issue à la crise d'accumulation capitaliste appelle une réorganisation planétaire des espaces et des ensembles économiques et stratégiques, une refonte géné-

rale des États et des alliances. C'est ce qui est à l'ordre du jour avec la redéfinition d'un projet européen, avec le traité de commerce nord-américain, avec la mise en place du Mercosur latino-américain, avec les projets de sous-ensembles arabes ou asiatiques.

Cette redistribution des cartes et des rôles se fera, comme toujours, par des guerres et des révolutions. Les guerres, nous y sommes déjà. La libanisation de la Yougoslavie, venant après la balkanisation du Liban, préfigure un avenir inquiétant. Auquel se préparent déjà les puissances européennes en jetant les bases d'une force d'intervention commune qui n'aurait plus pour mission de contenir le péril venu de l'Est, mais bien d'œuvrer à l'avènement d'un nouvel ordre, qui passe d'abord par de redoutables désordres.

Bifurcation

Revenons au non-événement d'août et à son paradoxe. L'énigme est bien dans la disproportion entre les faits et leurs conséquences. Pourquoi aurait-il fallu les tribulations de Ianaïev pour entendre proclamer *urbi et «gorbi»* la mort du communisme et voir *L'Express* titrer sur «Un monde sans Marx». Dans le genre effet d'annonce, le *Times* garde une décennie d'avance qui titrait, dès 1977 : «Marx est mort.»

Le coup d'État avorté constitue tout au plus un révélateur et un accélérateur d'une situation antérieure. Il faut que l'anecdote procède d'une tout autre secousse invisible et souterraine, pour qu'elle puisse ainsi se parer des allures d'un événement.

En avons-nous été surpris ?

En un sens, essentiel, non. Franchement non. Nous ne cessons de répéter, à la lumière

de nos bonnes lectures, que le développement économique extensif de l'Union soviétique n'avait qu'un temps. Que la bureaucratie pouvait conduire au knout une phase d'accumulation et d'industrialisation primitive, au coût social et humain exorbitant. Admettons même que nous ayons sous-estimé l'ampleur du désastre. Nous n'en répétons pas moins que cette planification sans démocratie serait incapable de supporter une nouvelle révolution technologique, qu'elle conduirait à l'étranglement et à l'étouffement. Depuis le début des années soixante-dix, les indices de cette asphyxie se multipliaient en dépit des truquages statistiques officiels.

Au moment où les puissances occidentales tiraient parti de la crise pour moderniser leur technologie et augmenter la productivité du travail (au prix d'un chômage massif et d'une mise en coupe du tiers-monde), l'URSS s'enfonçait dans la stagnation brejnévienne. C'est pourtant le moment où médias occidentaux et idéologues patentés entreprirent leur campagne tapageuse sur la menace de la toute puissance soviétique. Montand inquiétait les chaumières sur les visées expansionnistes de l'Armée rouge. Glucksmann plaidait pour le déploiement des Cruise et des Pershing. Castoriadis expliquait doctement, qu'à l'est, l'État totalitaire avait englouti à jamais la société civile : « Il est certain qu'on peut revenir de Franco, de Salazar, de Papadopoulos, des généraux brésiliens, probablement de Pinochet, pas d'un régime communiste une fois établi 4/ . »

Empêtré dans les nœuds d'une impitoyable complexité, E. Morin révélait au monde terrorisé que « l'URSS bénéficiait d'une supériorité stratégique irrémédiable » et qu'elle seule « pouvait avoir volonté et liberté de déclencher une attaque nucléaire surprise ». Envisageant

le pire, il en venait à rêver d'une dictature militaire à Moscou comme d'un moindre mal : « Une dictature militaire à Moscou correspondrait non seulement à une relative libéralisation intérieure, mais aussi à une relative modération extérieure 5/ . »

Ces prophètes de la croisade antitotalitaire ont été giffés par l'histoire sans même en rougir. Au moins n'avons-nous partagé aucune de ces âneries, aujourd'hui proprement honteuses.

La question est donc ailleurs. Les dictatures bureaucratiques s'effondrent ? Hosannah ! Est-ce une révolution ? Cela, à certains égards, y ressemble. Ceux d'en haut ne pouvaient plus gouverner comme avant, ceux d'en bas ne voulaient plus. La combinaison de cette impuissance avérée et de cette volonté naissante débouche sur une crise générale du système de domination bureaucratique.

Mais quelle révolution ? Révolution et contre-révolution ne vont pas l'une sans l'autre, c'est bien connu. Elles se suivent mutuellement comme leur ombre. Des décombres du despotisme bureaucratique, les tendances et les forces restaurationnistes sortent pour l'heure incomparablement plus vivaces que les forces d'un nouveau révolutionnaire, socialiste et démocratique. Nous ne nous serions pas hasardés à prédire la victoire inéluctable des secondes sur les premières, mais nous attendions au moins un bras de fer à l'issue incertaine. Non par croyance aveugle. Mais parce que les précédents des soulèvements populaires de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, jusqu'à 1981 inclus, pouvaient le laisser entrevoir.

Quelque chose a donc changé. L'histoire, une nouvelle fois, a bifurqué.

Le système bureaucratique n'est pas simplement renversé par un soulèvement de ses masses opprimées. Dans une certaine mesure,

4/ Castoriadis, *Le Monde*, 26 février 1983.

5/ E. Morin, *La Nature de l'URSS*, Fayard, 1983.

bien sûr. Mais tout autant, admettons-le, par un bombardement de marchandises. Battu par le capitalisme sur le terrain du développement des forces productives (fût-ce au prix de l'écrasement du tiers-monde). C'est en tout cas un contexte fort différent de celui dans lequel écrivait Trotski dans les années trente. Pour lui, au moment où le monde capitaliste s'enfonçait dans la crise et où s'étendait l'ombre du nazisme en Europe, « les forces productives avaient cessé le croître ». Il était donc légitime de penser, quinze ans à peine après la révolution russe, que les travailleurs rejetteraient à la fois le joug de la bureaucratie et celui d'un capitalisme pourrissant pour chercher leur propre voie.

Dans les années cinquante et soixante, la dynamique des mouvements populaires en Europe de l'Est pouvait encore soutenir cette hypothèse. Après tout, malgré le gâchis et l'incompétence bureaucratique, ces pays connaissaient un développement réel. Les travailleurs de Budapest ou de Gdansk pouvaient bien imaginer qu'en se débarrassant du parasite bureaucratique, ils verraient s'épanouir un socialisme à visage humain. Cette espérance a été brisée sous le double coup de la répression et du décrochage des années soixante-dix par rapport aux économies impérialistes dominantes.

La conséquence n'est pas mince.

Non seulement les peuples qui s'ébrouent en URSS ne rendent pas spontanément justice aux oppositions écrasées par Staline et ne renouent pas le fil rompu par la contre-révolution bureaucratique, mais en outre, elles ne voient pas dans Octobre un acte fondateur et une légitimité alternative au triomphe du Petit Père des Peuples. Les raisons en sont sans doute multiples : le long laminage de la mémoire, la discontinuité des générations,

mais aussi le fait que les années vingt, bien que séparées des années trente par la ligne de démarcation sanglante des déportations en masse et de la collectivisation forcée, ne sont pas pour autant des années immaculées. Il n'empêche. Le résultat est là. L'imposture stalinienne remporte une victoire posthume en contaminant de son discrédit, aux yeux de millions et de millions d'exploités, jusqu'au terme même de communisme.

Nous avons lutté pour rendre impossible cet amalgame entre révolution et contre-révolution, nous n'avons rien à regretter : en histoire, défaites et victoires n'ont nullement valeur de preuves. Reconnaissons donc avoir perdu une importante bataille : le maître-linguiste du Kremlin a pourri jusqu'aux mots qui disaient un projet : un idéal. Ce n'est pas un banal problème de lexique et de dictionnaire. Quand les mots pour dire un combat se dérobent, la pensée s'enlise, le sens s'obscurcit. Il faut, pour trouver les mots nouveaux, de nouveaux événements fondateurs.

« L'histoire ne fait rien »

Ne nous contentons pas d'une pesée d'épicier, répartissant les pour et les contre dans les plateaux de sa balance. Risquons un jugement.

Le rétablissement du capitalisme est loin d'être consommé en URSS. Sa voie est pavée de chaos et de convulsions. Mais ces turbulences ne sont pas neutres. La tendance à la restauration l'emporte. Pas la petite restauration minuscule du règne de la marchandise. Mais la restauration majuscule, politique et culturelle, réactive sur toute la ligne.

J'entends déjà l'indignation des esprits à la logique simple et rigide : dénoncer le présent, n'est-ce pas déjà regretter le passé ? Dire qu'aujourd'hui n'est pas bon, n'est-ce pas avouer qu'hier était mieux ? Absurde logique à deux

dimensions, qui ne connaît que l'un et l'autre, hier et demain, alignés sur la corde raide d'un temps linéaire et vide. Si j'ai horreur des topinambours, pourquoi devrais-je aimer les rutabagas ? Je peux vomir le capital et la bureaucratie sans choisir le moindre mal, puisque les deux sont mortels.

En 1815, États et peuples coalisés ont renversé l'empire napoléonien. C'était après tout justice que de détruire cette entreprise mégalo-maniaque, qui avait mis le monde à feu et à sang, installé sur les trônes des royautés fantoches, promu une noblesse militariste et bureaucratique. Mais ce n'était pas moins le retour des Bourbons, de la Terreur blanche, de la Sainte Alliance, le refoulement et le bannissement de la révolution. Robespierre et Saint-Just étaient désormais considérés des fous sanguinaires. Il ne fallut pas moins de quinze ans pour que s'amorce la réhabilitation balbutiante et minoritaire du radicalisme révolutionnaire.

Déjà Lénine est embarqué dans la même charrette que Staline.

Et Octobre ravalé à la dimension d'un vulgaire coup d'État.

J'entends encore les conseils de prudence : l'URSS est un pays vaste et complexe ; la société ne s'y réduit pas à la surface des choses et aux joutes entre le Kremlin et la Maison Blanche ; il faut laisser le temps au temps, pour que bougent les profondeurs... Certes, certes...

Mais tout ce qui bouge n'est pas rouge. Tout changement n'est pas événement. Il y a dans cette conception linéaire de l'histoire et dans cet argument du « retard » quelque chose qui blesse la raison. Il n'y aurait donc pas matière à réexaminer nos outils de pensée. Pas même à s'interroger ?

La « révolution d'août » ne serait que la première phase, « démocratique », de la révolution

politique, une sorte de février porteur de son octobre. Simple question de rythme ? Super ruse de la raison sur la voie tracée de l'histoire, où la conscience du prolétariat doit immanquablement rattraper son être au bout de la route ?

L'histoire n'est pas à sens unique. Elle n'avance pas inéluctablement, tractée par les roues dentées du progrès. Prenons seulement la Pologne. Il y a dix ans, le congrès de Solidarnosc : un syndicat de dix millions, un mouvement unitaire, pour une république autogérée, et « rendez-nous nos usines ». Dix ans après : un syndicat de deux millions, la division, la privatisation. Le temps n'a pas suffi à tricoter une nouvelle conscience. Ou alors, nouvelle Pénelope, il défait la nuit les mailles de la journée.

La question est sérieuse. Elle touche à la conception même du marxisme et de ses interprétations religieuses. Il n'y a pas de fatalité ni de destin historique. Le prolétariat peut briser le cercle vicieux de l'exploitation et du fétichisme de la marchandise. C'est une possibilité, pas une nécessité. Il n'y a pas de ligne droite du temps, hachée de parenthèses et de détours qui se refermeraient, pour rentrer dans le droit chemin ; mais des bifurcations et des embranchements qui engagent durablement sur des voies inédites et tortueuses.

Les occasions manquées ne sont pas simplement des parties remises.

Engagé dans un corps à corps avec l'esprit religieux, le Marx de *La Sainte Famille* a bien

dit, une fois pour toutes que « l'histoire ne fait rien ». Elle n'est pas une personne automate, « un sujet métaphysique dont les individus réels humains ne seraient que de simples supports ». Elle « ne livre pas de combats » et ne rend pas sous son arbre séculaire une justice équitable ^{6/}.

Nous voici donc devant une bifurcation, dont il faut admettre pleinement les incertitudes plutôt que de chercher des apaisements dans un déterminisme sociologique indigent ; plutôt que de s'abandonner à un messianisme grossier, qui est la certitude béate du lendemain, alors que le messianisme laïc est l'inquiétude éveillée du possible.

Exorcisme ?

Nous ne nous sommes trompés ni d'ennemis ni de combat. Nous ne sortirons pourtant pas indemnes de ce grand chambardement. Mieux vaut le comprendre et relever le défi de notre propre histoire.

Encore faut-il le faire par le bon bout.

Ce n'est pas exactement ce que fait l'article de notre compère Brossat dans ce même numéro. Poursuivant un travail de deuil entamé dans ses précédents livres, il a décidé de « dégazer ses soutes post-trotskyistes ^{7/} ». Voici donc un article en forme de rupture, où le règlement de compte avec « l'autre absolu » recouvre un règlement de compte avec l'autre soi-même.

Le « trotskisme » serait donc, selon lui, une idéologie politique d'exilés, habités par la nostalgie d'une terre natale ou promise, d'un continent englouti, d'un Heimat introuvable ; hantés par le souvenir d'une Union soviétique mythique et nourris par le ressassement très judaïque de « l'année prochaine à Jérusalem ». Supposons qu'il y ait, sait-on jamais, cette part de mythologie. Et acceptons de voir ce « trotskisme », quelque peu mythique lui aussi dans

sa singularité de sujet, soumis à l'épreuve du divan. Mais, en attendant les résultats de la thérapie, doutons que cet exercice de psychologie historique puisse produire quelque découverte théorique.

En ce qui concerne précisément la théorie, Brossat n'est pas moins impitoyable. « Patrie du socialisme », « État ouvrier bureaucratiquement dégénéré », « État totalitaire », la quelle des concepts relèverait selon lui d'un même esprit religieux. Les interminables débats sur « la nature de l'URSS » trahiraient des penchants substantialistes et des soucis sécuritaires. Concernant un certain « trotskisme », dont l'univers mental ; reste celui du XIXe siècle, l'argument n'est pas sans fondement. Il existe en effet une conception naïve de la connaissance, une manie classificatoire, consistant à croire que, derrière chaque concept, se tient, bien découpée, bien à sa place, une réalité correspondante ; convaincue que la théorie peut dire, une fois pour toutes, le vrai sur le vrai. D'où les discussions, d'autant plus péremptoires et passionnées, sur « la nature » de l'URSS et de la bureaucratie, qui ne sont pas au demeurant le propre des seuls « trotskistes » ^{8/}.

À partir de là, l'affaire se gâte franchement. Alain Brossat passe par glissements successifs de la critique de l'inébranlable orthodoxie à celle de « toute métaphysique religieuse ». Il finit par opposer au lourd souci théorique la chasse (la quête ?) des « vérités partielles et fragiles ouvertes sur le mouvement et la complexité des choses », autrement dit la « connaissance » indiciaire chère à W. Benjamin. De cette chasse, Alain a ramené ces dernières années un butin utile à l'exploration fragmentaire d'une mémoire engloutie ^{9/}.

Mais sa charge contre « la théorie burlesque de l'État ouvrier » va bien au-delà. Au lieu de

^{6/} Marx, *La Sainte Famille*.

^{7/} Les livres auquel il est fait référence sont : *Un agent de Moscou*, Gallimard, 1988 ; *A l'Est, la mémoire retrouvée*, La Découverte 1990 (collectif) ; *Le Staliniisme entre histoire et mémoire*, L'Aube, 1991.

^{8/} Cf. le livre d'Edgar Morin précité.

^{9/} Voir notamment sa belle et intelligente introduction à Ozerlag, mémoires réveillées d'un camp sibérien (collectif), Autrement, 1991, où il illustre la pratique de ce qu'il entend par connaissance indiciaire.

chercher la possible complémentarité entre « connaissance indiciaire » et effort de systématisation théorique, elle assimile toute entreprise théorique « au lourd édifice des constructions théologiques ». Elle tend à récuser toute théorie en tant qu'intrinsèquement théologique. Où mène ce remake fin de siècle du grand match entre la raison apolinienne et la danse dionysiaque ?

Si ce n'est à décréter toute théorie impossible.

Alain a le goût iconoclaste de la polémique.

Heureusement, nous prévient-il dans une confession ironique au second degré, « l'iconoclastie, après tout, n'est que l'adoration des saints retournée comme un gant ».

Sortons donc de cette querelle théologique. Une théorie n'est jamais qu'une approximation provisoire du réel, un guide pour l'action ; débordée par son objet, elle n'énonce jamais que des vérités relatives. Ces « vérités » périssables nous ont-elles aidées à nous orienter ? Ont-elles au contraire constitué un « obstacle épistémologique » et politique, et depuis quand ?

Telles seraient les questions fécondes.

Je persiste à penser, malgré les pièges des mots, que nos théories étaient tout simplement moins mauvaises que les autres. À la différence de l'hypnose que subissaient les « amis de l'URSS » sous prétexte du primat du combat antifasciste, elles n'ont pas empêché nos anciens de comprendre et combattre sans la moindre hésitation le montage des procès de Moscou, la trahison de la révolution espagnole, la supercherie des fronts populaires, le pacte germano-soviétique, le grand marchandage de Yalta, le bradage de la révolution grecque.

10/ Anna Larina Boukharina, *Boukharine, ma passion*, Gallimard, 1989.

Elles nous ont aidés à nous efforcer de voir le monde simultanément avec les yeux des opprimés du Sud, de l'Est et du Nord, comme on dit aujourd'hui, à soutenir les insurgés de Budapest ou de Gdansk ; à défendre les révolutions yougoslaves, chinoise ou vietnamienne, même lorsque les directions nous étaient hostiles ; à combattre sans concession notre propre impérialisme. Elles nous ont permis, dans les années soixante-dix, de faire front aux spectaculaires reniements et retournements d'un maoïsme décomposé et d'affronter les croisades « antitotalitaires » des nouveaux démocrates convertis aux valeurs du « monde libre ».

Ce n'est pas si mal, après tout, dans le labyrinthe de ce temps.

Au moins avons-nous échappé aux errances philostalinienne d'un Sartre et d'un Althusser, aux retournements d'un Burnham, d'un Castoriadis, d'un Daniel Bell. Au moins avons-nous refusé le chantage qui exigeait de ne pas désespérer Billancourt et de ne pas hurler avec les loups. Il y avait certainement un rapport, si ténu soit-il, entre nos pauvres vieilles théories et notre modeste pratique.

Théologies ?

Nous n'avons pas été sans faiblesses et sans hésitation ? Soit. Nous avons commis des erreurs, plus ou moins graves (je garde personnellement un souvenir cuisant de celle sur l'Afghanistan, même si nous n'avons guère tardé à la corriger).

Pour nourrir sa critique, Alain Brossat fait preuve d'inutile mauvaise foi. Il nous accuse, à propos de la pétition contre le blocus de Cuba, de « demeurer captifs des vieilles solidarités », au moment même d'un procès de Moscou à La Havane (le procès et l'exécution d'Ochoa). Il est légitime de sa part de contester l'opportunité ou le bien fondé d'une telle

initiative. Ce qui l'est moins, c'est l'amalgame qui lui fait dire dès la phrase suivante : « On tremble à imaginer la sainte indignation qui aurait saisi ces vieux-croyants, en 1938, à l'annonce des aveux et de l'exécution de Boukharine [...] ». A la différence près, et Brossat le sait fort bien, que nous ne sommes pas de vieux-croyants, que nous nous sommes opposés à la direction cubaine dès son soutien à l'intervention en Tchécoslovaquie, que nos camarades latino-américains ont entretenu avec elle des rapports d'alliance plus souvent conflictuelle que pacifique, que nous avons immédiatement dénoncé le procès Ochoa pour ce qu'il était... Tout cela ne justifie pas d'accepter ou de se taire devant le maintien du blocus américain. Et pourquoi le moment serait-il plus inopportun qu'un autre pour le dire ?

Plus sérieusement, Brossat nous reproche une « vision au sens mystique et quelque peu pathologique du terme » de l'URSS des années vingt, et une obstination à « vivre dans l'autarcie de nos auteurs enrichis de deux essais d'Anatole Kopp et d'un de Moshe Lewin ». Les questions sont ici complexes et mêlées. Je partage le souci qui anime Brossat depuis plusieurs années, de contredire une conception quelque peu mythique, opposant la noirceur sans fond des années trente à la radieuse lumière des années vingt soviétiques. La terreur stalinienne eut sans doute sa part de consensus et, malgré ses souffrances, Anna Larina Boukharina¹⁰ s'acharne à répéter qu'on ne comprendra jamais rien à l'affaire, si l'on n'admet pas que les années trente furent aussi des années d'enthousiasme ou, selon les mots de Deutscher, « d'héroïsme bureaucraté ».

Réciproquement, les années vingt ont aussi leur mauvaise part, qu'il faudra bien passer au crible si l'on veut que l'histoire même puisse

redevenir crédible. Nous insistions à l'époque, à partir des auteurs disponibles, sur la recherche révolutionnaire, ses hardiesses, et l'ambition de la transformation du mode de vie. Nous entendions ainsi réhabiliter la portée utopique du projet révolutionnaire et ramener à leur juste mesure les engouements aveugles pour la révolution culturelle chinoise. Il n'en demeure pas moins que Trotski a écrit *Terrorisme et communisme* ; que la confusion de la classe, du parti et du pouvoir a favorisé le développement de la bureaucratie ; qu'il faut reparler de Cronstadt, de l'opposition ouvrière, de la conception du droit et de la démocratie, et que les Solovki sont devenues un baignoire politique après la guerre civile et dès avant la mort de Lénine...

Cela dit, par-delà les catégories et les définitions, il n'est pas indifférent de savoir si le goulag est le simple prolongement des Solovki et si Staline est l'héritier légitime d'Octobre. Ou si, au contraire, sans occulter la critique des années vingt, il demeure entre les Solovki et le goulag non pas une simple différence d'échelle, mais bien une différence qualitative. Et si Staline est bien le chef d'une contre-révolution bureaucratique victorieuse.

Il en va tout simplement de l'intelligibilité de ce siècle.

S'il s'avérait que la révolution n'avait constitué, dès l'origine, qu'une entreprise de modernisation bureaucratique, il aurait fallu soutenir la position des mencheviques et combattre au nom de la démocratie cette nouvelle forme de despotisme. S'il s'avérait que l'Union soviétique a été vidée de toute dynamique et substance révolutionnaire dès le début ou la fin des années vingt, il faudrait revoir sous un

autre jour le sens de la Seconde Guerre mondiale et de bien d'autres événements majeurs de ce siècle. Allons au-delà : l'évolution en cours en URSS semble réfuter catégoriquement l'idée selon laquelle, malgré la contre-révolution politique triomphante, auraient perduré des acquis sociaux fondant l'attachement d'une partie au moins de la population aux origines révolutionnaires. Voici bien « un fait polémique » qui interpelle la théorie.

Un fait dérangeant.

On peut essayer de l'intégrer à la théorie en insistant sur les effets politiques et sociaux du tournant des années soixante-dix ; il restera difficile d'établir sous Brejnev l'existence d'une contre-révolution sociale invisible. La réponse n'est donc pas suffisante pour rendre compte de notre interrogation initiale quant à la disproportion entre la minceur historique des péripéties moscovites et leur puissance de signification. Pour qu'un tel délitement, aussi brutal, fût possible, il faut envisager que la coquille était vide depuis belle lurette. Si tel est le cas, l'hypothèse de Kuron devrait être prise au sérieux : nous serions devant des sociétés bureaucratiques semi-féodales tardivement engagées sur la voie spécifique de leur révolution bourgeoise. Hypothèse qui rebondit sur une vaste question : le capitalisme, à son stade suprême quelque peu dépassé, est-il encore en mesure de jouer un quelconque rôle progressiste pour un tiers de l'humanité ?

Il ne s'agit pas là de théologie. Tout simplement de politique.

Chez Brossat, l'ardeur à secouer le cocotier et le joug conceptuel conduit à un brouillage des repères et des périodisations, dont on ne sait quelle politique peut sortir. Son attitude devant la chute du mur de Berlin indique cependant bien le danger qu'il y aurait à répudier le théorique au profit du symbolique, et à

fonder une politique sur cette substitution : le sinistre Mur devient d'abord et avant tout un lieu de mémoire à la dimension de l'holocauste ¹¹/.

Théorie ?

Soucieux d'échapper au discrédit contagieux qui atteint toute idée de communisme, certains croient s'en tirer sans effort. Il suffirait de répéter sur le ton le plus énergique et convaincant possible que nous n'avons rien à voir avec ces sociétés et leur histoire. Ils devraient y réfléchir davantage. Rien à voir avec la bureaucratie et la dictature stalinienne ? Certes ! Nous avons chèrement payé pour pouvoir le dire.

Mais rien à voir non plus avec ces sociétés, dont nous disions, soyons honnêtes, que malgré la bureaucratie elles portaient encore la marque de l'élan initial, et que cela fondait le caractère spécifique de la révolution antibureaucratique, dite « politique » ? Si tel est le cas, il faut être précis, dire approximativement depuis quand, et en tirer les conclusions qui s'imposent : s'il ne reste rien, absolument rien, de l'héritage révolutionnaire, les catégories d'État ouvrier et de révolution politique sont mortes. Faut-il aller jusqu'à considérer comme un progrès, non plus la restauration, mais l'instauration éventuelle du capitalisme ?

Brossat nous invite au moins, à sa manière, à enregistrer les « faits polémiques » susceptibles de déstabiliser la théorie. Il n'en manque pas, en effet, et aucune théorie n'est éternelle. Sans doute nos théories ont-elles permis de guider un programme de recherche fécond sur la bureaucratie, sur le développement de l'impérialisme d'après-guerre, etc. Sans doute sont-elles aujourd'hui entrées dans une phase de turbulences qui annoncent une crise et « possiblement » un changement de « paradigme »

¹¹/ Voir l'article d'A. Brossat sur l'Allemagne, *Critique communiste*, n° 102-103.

théorique. Encore faut-il savoir que, dans une conception non empiriste de la connaissance, des faits polémiques ne suffisent pas à réfuter une théorie, qui ne saurait être remplacée que par une autre théorie.

La solution d'une crise dans la théorie ne se réduit pas à la rature d'une catégorie. Elle appelle un remaniement du champ conceptuel. La notion d'« État ouvrier » se révèle insatisfaisante ? Que dire de celle de capitalisme d'État, interrogée par Alain Bihr ? Il ne suffit pas qu'il y ait exploitation et salariat pour spécifier le mode de production capitaliste. Il faut encore que l'échange généralisé de marchandises opère comme régulateur d'ensemble des rapports sociaux. Or, on sent bien qu'en URSS le rétablissement de la régulation marchande est bien une entreprise problé-

matique et que les privatisations y posent un autre type de problème qu'au Mexique ou au Brésil... L'idée de « sociétés bureaucratiques » n'est pas moins déstabilisée. Soit elle renvoie à la traditionnelle discussion sur la bureaucratie en tant que classe ou caste, et, par ricochet, à une introuvable théorie des classes ; soit il s'agit plus fondamentalement d'établir l'existence historique d'un mode de production bureaucratique ; l'effondrement du système soviétique tendrait alors à prouver qu'il n'y avait là ni mode de production spécifique, ni classe porteuse d'un nouveau dynamisme historique.

Dans tous les cas, une partie de la discussion perd de son enjeu pratique. Si elle demeure théoriquement nécessaire et utile, elle ne saurait faire obstacle à l'investigation,

sur le terrain historique et social désormais grand ouvert à l'Est : seule cette recherche peut désormais en renouveler les termes. Ici, les impatiences de Brossat comporteraient leur grain de vérité. Encore faut-il s'entendre sur la manière de traiter les théories ébranlées. Certainement pas en les congédiant pour laisser place à la cacophonie chaotique des faits, libres de toute imprégnation théorique ; plutôt en éprouvant jusqu'au bout les limites de leur résistance. En l'absence de vérité absolue ou de réalité figurative, il n'est pas en la matière de « communauté scientifique » qui puisse départager deux hypothèses. Seule pourrait le faire « une communauté militante », à la lumière crue de sa pratique.

Critique communiste, 1991